

Ecrit par le 18 mai 2026

Les patrons vauclusiens ont le moral en baisse malgré l'optimisme mesuré de la Banque de France



« Une économie entre résilience et vulnérabilités », voilà le titre de cette conférence initiée par la directrice départementale de la [Banque de France, Christine Gord](#), ce jeudi 12 février, avec la Conférence économique annuelle en présence d'un parterre de décideurs réunis à la Chapelle Sainte-Praxède, siège de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

[Valérie Coissieux](#), la présidente des artisans qui accueillait la réunion, a rappelé que ce secteur représente « 30 000 entreprises en Vaucluse, 400 000 actifs et 20% du PIB. Mais derrière ces chiffres massifs, il y a une réalité plus fragile que nous devons regarder en face. Nous traversons une zone de fortes turbulences. D'après une enquête menée auprès de 1 700 PME réalisée l'été dernier, 39% des artisans ont vu leur activité diminuer et 56% des chefs d'entreprises estiment que leur niveau d'activité est insuffisant. »

De citer pêle-mêle : « L'inflation qui persiste et la trésorerie qui inquiète avec des délais de paiement de plus en plus longs qui pénalisent artisans et commerçants, en particulier dans le secteur du bâtiment. » La présidente de la CMA 84 a insisté : « L'an dernier en France, 66 000 entreprises ont mis la clé sous la porte. Et 2026, le chiffre risque de progresser. Et les retards de paiement plombent les entreprises. Un retard de plus de 2 mois augmente la probabilité de défaillance de 42%. Il faut renforcer

Écrit par le 18 mai 2026

les sanctions et créer un fonds d'affacturage pour protéger la trésorerie des artisans et commerçants. Autre souci, seulement, 10% des entrepreneurs envisagent de recruter un apprenti dans les mois qui viennent, alors que les jeunes sont notre avenir, c'est dire. »

Une économie qui affiche de la résistance

Place ensuite à Christine Gord pour la Banque de France et sa longue note de conjoncture pour 2025. « Entre l'ampleur du déficit public et les incertitudes politiques, globalement, l'économie demeure résistante en affichant une croissance de +0,9% et peut-être + 1% en 2026. L'inflation s'élève à 0,9% elle pourrait augmenter légèrement à 1,2% cette année et 1,7% l'an prochain. »

Elle a passé au crible les différents secteurs. À commencer par la croissance qui devrait se situer autour de +1,2% / +1,4% en Europe et autour de +0,9% / +1% en France, qui ferait bien moins que l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas. Seule la Grèce est en solde positif.

Un surendettement qui progresse

Depuis 1974 et les « Années Giscard », la France n'a plus jamais retrouvé d'équilibre budgétaire et la dette depuis la Présidentielle de 2017 est passée de 2 191Mds€ à 3 482Mds€ en 2025. Malgré le rapport Draghi qui préconise 800Mds€ d'investissement par an pour enrayer le déclin et le rapport Letta qui plaide pour une meilleure intégration des marchés, le niveau de productivité de la France affaiblit le potentiel de croissance. Quant aux Français, faute de confiance en l'avenir, ils préfèrent épargner que consommer, avec un taux de 18%.

« Grâce à la BCE (Banque Centrale Européenne, présidée par Christine Lagarde), a poursuivi la Directrice, les taux directeurs sont repartis à la baisse et ont évité la récession. 133Mds€ de crédits à l'habitat ont été distribués (+35%), ce qui a permis un redémarrage. Néanmoins, le surendettement progresse, +8,4% en Vaucluse (1165 dossiers) et +9,8% en France (148 014 dossiers). »

« On ne veut pas de mal aux patrons, au contraire, on est là pour les aider. »

Gérard Arnault

Place ensuite à Gérard Arnault, l'ancien président du Tribunal de Commerce d'Avignon devenu TEA (Tribunal des Activités Économiques). « Nous avons eu 749 ouvertures de procédures collectives (+5,2%), 313 redressements judiciaires (+4,7%) et 406 liquidations (+11,2%). Mais il faut que les patrons anticipent les problèmes, qu'ils viennent nous voir, on ne leur veut pas de mal, au contraire. On est là pour les aider à étaler leur dette, pérenniser leur entreprise. En plus nos échanges sont confidentiels. »

Ecrit par le 18 mai 2026

Certains secteurs s'en sortent mieux que d'autres

Christine Gord a repris la parole pour évoquer une enquête auprès de 1 542 entreprises de la Région Sud qui représentent 191 843 salariés et un chiffre d'affaires de 44Mds€. Elles représentent pour 42% l'industrie, pour 25% la construction et pour 22% les services. « À l'exception du BTP (-1,1%), les effectifs progressent et le CA aussi (+4% l'industrie, +2,2 les services et +1,1% la construction). Stabilité aussi de la rentabilité. »

Il existe aussi 7% de PME régionales (17 100) tournées vers l'international avec un CA de 77Mds€, ce qui fait de Provence-Alpes-côte d'Azur la 4e région exportatrice de France, notamment grâce à l'industrie chimique, aux huiles essentielles et au vin avec comme destinations l'Union Européenne (39%), les USA (8%) et les Pays du Maghreb (7%).

Un chiffre d'affaires qui progresse en Vaucluse

Chiffres sur lesquels est revenu le directeur départemental des Finances Publiques, [Michel Laffitte](#). « En 2024, la Région a vu le CA progresser de +5,4% (notamment grâce aux transports et à une entreprise qu'il n'a pas citée mais qui pourrait être la CMA-CGM...) pendant que le Vaucluse régressait à -1,1%. » Mais en 2025, performance des Vauclusiens, +3,4% devant la Drôme (+3%) et le Gard (+2,7%), avec en tête le commerce (43%), puis l'industrie manufacturière, notamment l'agro-alimentaire (19%), la construction (10%), les transports (6%) et enfin l'hôtellerie, la restauration, le tourisme (3%).

Quant à l'évolution des investissements, la tendance est à la hausse, +6,4% en 2025 en Vaucluse, face à +1,2% pour la Drôme et -2,2% pour le Gard. Le meilleur chiffre mis en valeur par Michel Laffitte étant celui du commerce extérieur de Vaucluse, +11,6%, soit 1,9Mds€, ce qui apporte un peu d'espoir dans cette morosité ambiante. Il a aussi parlé des délais de paiement « préoccupants » et évoqué la facturation électronique qui va entrer en vigueur dès septembre qui va diminuer les coûts et accélérer le paiement des factures.

« Sur le terrain, la situation se dégrade »

Pour [Denis Duchêne](#), vice-président de la [CPME 84](#), « heureusement il y a eu le dispositif Jeanbrun pour l'investissement locatif collectif, la rénovation et la transition énergétiques, le maintien du Pacte Dutreil indispensable à la transmission des TPE-PME familiales, malgré son durcissement. En revanche, nous attendons toujours une clarification du régime fiscal des auto-entrepreneurs, essentielle pour sécuriser les parcours de création sans générer de concurrence déloyale. »

« Chaque embauche est un risque pour nos entreprises »

Denis Duchêne

Ecrit par le 18 mai 2026

Il a précisé : « Sur le terrain, la situation se dégrade, +5,48% procédures collectives, coût du travail toujours trop élevé, emploi toujours en recul avec 3,35M de demandeurs d'emplois en catégorie A. Chaque embauche est un risque pour nos entreprises. À l'approche des élections, j'appelle les candidats à placer l'entreprise, l'emploi, l'attractivité du territoire au cœur de leurs priorités et je rappelle l'importance stratégique de la DSP de l'aéroport d'Avignon Provence pour le développement économique local. » Denis Duchêne a conclu : « Vous pouvez compter sur la résilience, l'énergie et la ténacité des chefs d'entreprise. La CPME restera pleinement mobilisée en 2026 et au-delà. »

Les chantiers de BTP en net recul

Au nom de la [CAPEB](#) (les artisans du BTP), [Philippe Herzog](#), patron de la plomberie Herzog, créée en 1944, a évoqué des bilans négatifs depuis des mois voire des trimestres dans ce secteur. « Ni amélioration, ni rebond. Dans notre département, les entreprises artisanales représentent 99% des entreprises du bâtiment, elles génèrent près de 2Mds€. Mais les mises en chantier subissent un net recul (30%) et les réservations de logements neufs aussi, -26,7%. Tassement également pour les rénovations avec des coups de rabot sur les aides, la Prime Rénov interrompte avant d'être relancée. Les matières premières chez Saint-Gobain et Point P ont flambé de +5 à +7%. Peut-on en dire autant des revenus des ménages? Les défaillances ont bondi de +22,9% au 2e trimestre 2025. Malgré tout je garde espoir qu'après la crise, on revienne à la normale. »

Enfin Daniel Léonard, le président de [Fédération du BTP 84](#) qui a présenté [ses vœux dans les locaux flambant-neufs](#) de la Fédération à Agroparc a répété les tendances négatives : -30% de chantiers, -4,2% de salariés, départs à la retraite non compensés. Avec les élections, un an avant les commandes ont été gelées et maintenant il faut attendre le résultat des scrutins dans les communes et les communautés d'agglomération, ce qui va encore prendre un an... donc peu de visibilité avant longtemps. » Heureusement, sont en cours les chantiers du Conseil Départemental au Carrefour de Bonpas, à Orange avec la déviation de la RN7 et la création du Pôle Patrimoine Memento qui donnent du travail aux salariés du BTP.

Avant de clore cette Conférence économique, alors que se succèdent les crises (COVID, guerre en Ukraine, aléas climatiques, flambée du coût de l'énergie et des matières premières, inflation, montée du chômage...) les différents intervenants ont évoqué le stress des entrepreneurs, la dépression des uns, le burn-out des autres et ils ont tous mis en avant le travail bienveillant et humain d'APESA (Aide Psychologique aux Entrepreneurs en Souffrance Aiguë). Un dispositif gratuit et confidentiel qui leur tend la main. Il repose sur des psychologues et des sentinelles qui détectent les situations de souffrance et prennent en charge les patrons épuisés, au bord du gouffre, pour leur éviter le pire.

Ecrit par le 18 mai 2026

Banque de France, quels chiffres du surendettement en Vaucluse ?



La Banque de France, dans son rapport d'activité de la commission de surendettement de Vaucluse a divulgué les chiffres 2024. Le surendettement en Vaucluse accuse une hausse de 16%. Celle-ci était de 18% en 2023.

La Commission de surendettement observe la poursuite d'une hausse notable de 16% des dépôts et re-dépôts de dossiers après la hausse de 18% de l'an dernier. Une progression marquée, au regard de la moyenne française qui est de 10,8%. Ainsi, 247 dossiers sont traités pour 100 000 habitants vauclusiens.

Les re-dépôts

Le taux de re-dépôt poursuit sa baisse passant de 34,7% à 29,2%, soit une baisse de 8,2% en deux ans. C'est un taux inférieur au taux national qui est de 35,9% et régional de 31,3% qui s'infléchissent également.

L'endettement médian hors immobilier

L'endettement médian -hors immobilier-, en Vaucluse, progresse légèrement et atteint 18 448€ contre 18 388€ en 2023, tout en se maintenant sous l'endettement médian régional en légère hausse, passant de 19 830€ à 19 302€ mais placé au-dessus de l'endettement médian national de 17 447€, chiffre qui était

Ecrit par le 18 mai 2026

de 16 898€ en 2023.

Moins de 1 000 dossiers déclarés recevables

Près de 991 dossiers ont été déclarés recevables par la commission, chiffre en augmentation de 14,7%. Près de 89 ont été déclarés irrecevables, chiffre en hausse de 19%, tout en représentant, comme en 2023, 9,3% des dossiers traités. Ce taux est légèrement inférieur au taux régional en progression de 8,1% à 9,5% mais supérieur au taux national de 7,8%. Près de 59% des dossiers irrecevables l'ont été pour motif d'inéligibilité.

L'insolvabilité

La part de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et une absence de bien immobilier est en légère hausse passant de 45% à 46,8%, ce qui situe le Vaucluse au-dessus du taux régional de 44,5% après 44,7%.

Les dossiers de réaménagement de dette

Les dossiers déclarés recevables ont été orientés à 54,9% vers un réaménagement de dettes : 58,2% en 2023 et 44,8% vers un rétablissement personnel avec ou sans liquidation judiciaire à 37,4% en 2023. En Provence-Alpes-Côte d'Azur les rétablissements personnels sont passés de 35,7% à 42,1%.

Conciliations, effacement des dettes

La proportion des dossiers orientés vers des mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement baisse légèrement passant de 40,3% à 39,6%, taux inférieur au taux régional également en baisse de 42,9% à 41,8%.

Source : banque de France de Vaucluse.

Texte choisi et mis en ligne par Mireille Hurlin

Vaucluse : le surendettement des ménages en hausse en 2024

Ecrit par le 18 mai 2026



La commission de surendettement de Vaucluse s'est réunie en séance plénière ce mercredi 5 mars dans les locaux de la Banque de France à Avignon, présidée par le préfet [Thierry Suquet](#) et avec comme secrétaire [Christine Gord](#), directrice départementale de la Banque de France. L'occasion de faire un bilan de l'année 2024 dans le département.

1165, c'est le nombre de dossiers de surendettement traités en 2024 en Vaucluse. Si ce chiffre est en hausse de +16% (soit 161 dossiers supplémentaires) par rapport à 2023, il reste tout de même en-dessous de celui de 2019 (-7,8%), c'est-à-dire avant la pandémie de Covid-19. C'est le bilan annoncé par Thierry Suquet et Christine Gord à l'issue de la séance plénière de la commission de surendettement de Vaucluse. Cette commission a lieu deux fois par mois et se réunit une fois par an en formation plénière. « C'est un rendez-vous important où sont revus dans le cadre du traitement des dossiers de surendettement, les règlements intérieurs, les évolutions des barèmes, où on dresse aussi tout un bilan de l'activité et où on essaye de voir quelle est la typologie de ces personnes en difficulté financière », explique la directrice départementale de la Banque de France.

Ecrit par le 18 mai 2026

Pour cette séance plénière étaient aussi présents [Sébastien Maggi](#), secrétaire général adjoint de la préfecture de Vaucluse, et [Michel Laffitte](#), directeur départemental des Finances Publiques de Vaucluse. L'occasion de dresser un bilan de l'année 2024 et d'afficher les perspectives pour 2025. « On a eu, à l'été 2024, une forte progression des dossiers de surendettement qui s'est quand même endiguée ces derniers mois, affirme Christine Gord. En 2025, on entrevoit plutôt une stabilité, en tout cas une décélération. On le voit déjà sur les deux premiers mois de l'année. »

Qui sont les plus touchés par le surendettement ?

Si les profils des personnes surendettées en 2024 dans le Vaucluse sont assez variés, certains représentent une grosse part des dossiers examinés par la commission, notamment les ménages locataires ou hébergés gratuitement (93%), les employés, ouvriers et personnes sans activité professionnelle (76%), ou encore les ménages composés de personnes seules avec ou sans enfants (74,8%).

	Vaucluse		France métropolitaine	
	Surendettés	Pop. totale	Surendettés	Pop. totale
Part des femmes	53,9	52,9	54,6	52,3
Part des ménages composés de personnes seules avec ou sans enfants	<u>74,8</u>	46,8	72,3	47,1
Part des personnes divorcées, séparées, célibataires ou veuves	59,7	ND	56,6	ND
Part des personnes âgées de 35 à 54 ans	44,0	32,3	47,0	32,8
Part des ménages locataires ou hébergés gratuitement	<u>93,0</u>	44,3	91,6	42,4
Part des chômeurs	24,0	8,3	25,2	7,0
Part des employés, ouvriers et personnes sans activité professionnelle	<u>76,0</u>	45,3	79,6	44,3

BDF-RESTREINT

Source : Banque de France, 2024 ; Insee, 2020

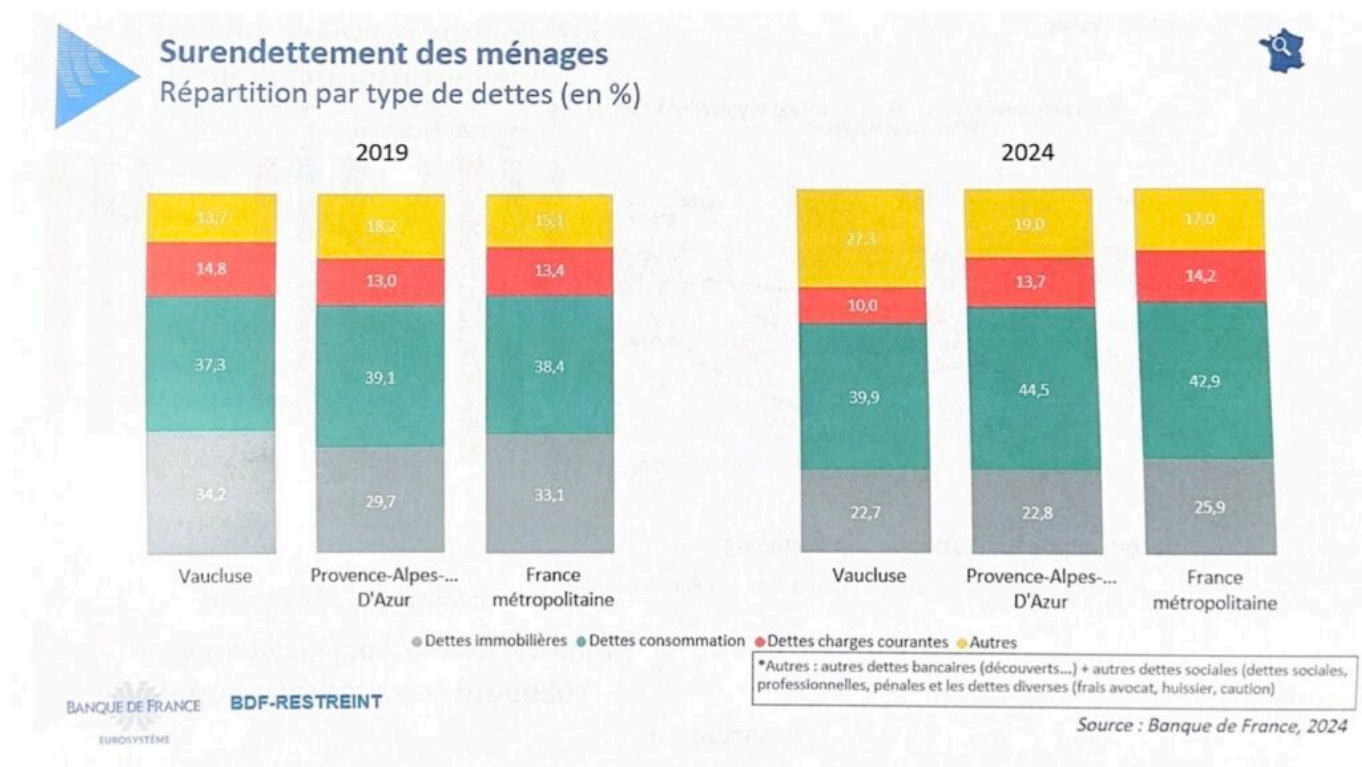
©Banque de France - Insee

« La commission de surendettement est très importante, c'est un dispositif ancien qui permet le suivi individuel des particuliers qui sont dans des situations financières difficiles liées à l'endettement et sur lesquelles la commission fait des propositions de plans qui vont permettre d'obtenir des réponses à ces situations difficiles, ajoute Thierry Suquet. Donc c'est un outil de lutte contre la précarité, de lutte contre l'exclusion et de solidarité. »

Ecrit par le 18 mai 2026

À quel type de dette sont confrontés les Vauclusiens ?

Sur les plus de 1000 dossiers traités dans le département en 2024, la plus grosse part représente des dettes de consommation (39,9%) et des dettes bancaires et/ou sociales (27,3%). Des chiffres qui sont plus ou moins similaires à ceux de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et ceux au niveau national.



©Banque de France

Ces surendettements peuvent aussi survenir à cause de nombreux autres facteurs tels que les accidents de la vie, les difficultés face à l'emploi, les séparations au sein des ménages, ou encore les maladies, etc.

L'accompagnement des surendettés

La commission, qui se veut un dispositif inclusif et de lutte contre la pauvreté, représentable un véritable accompagnement pour les ménages surendettés. « Le travail de la commission fonctionne parce qu'on s'appuie sur des dispositifs de bonne gestion budgétaire proposés par des conseillers en économie sociale et familiale et sur un réseau qui démarre avec les travailleurs sociaux du département, de la CAF ou d'autres organisations qui permettent de présenter le dossier, d'accompagner la démarche des particuliers et puis qui repose aussi sur des formes d'insertion et d'accompagnement derrière », explique le préfet.

Ecrit par le 18 mai 2026

« L'objectif du traitement du surendettement, c'est de redonner une seconde chance. »

Christine Gord

Ainsi, les surendettés se voient offrir une seconde chance, voire plusieurs chances, en étant le plus possible accompagnés par des travailleurs sociaux, en retrouvant du travail, les moyens de se loger, de se nourrir et de pouvoir retrouver un rythme de vie normal avec des dépenses raisonnables.

L'éducation financière, un pilier de la lutte contre le surendettement

En 2024, la Banque de France a accompagné près de 2 millions de particuliers sur un sujet d'inclusion financière à travers ses succursales, ses bureaux d'accueil et d'information, sur son site, via email ou téléphone. En Vaucluse, 1100 personnes ont été informées et formées à l'éducation financière au cours de l'année, mais aussi près de 260 travailleurs sociaux, au travers d'ateliers de formation, de webinaires, et de diverses actions en partenariat avec France Travail, la SAS (Structure d'accompagnement vers la sortie) de la prison du Pontet, le CRIA (Centre Ressources Illettrisme et Analphabétisme) d'Avignon, ou encore les EDES (Espaces Départementaux des Solidarités).

« Savoir gérer un budget, on devrait commencer cet apprentissage très jeune », insiste Christine Gord. La Banque de France est aussi intervenue dans plusieurs établissements scolaires en 2024 afin de sensibiliser les lycéens notamment à l'éducation financière. « Il faut aussi préparer un peu les esprits à la recherche indispensable de ces équilibres budgétaires, savoir qu'un crédit ça a un coût, qu'un crédit ça se rembourse, etc », ajoute-t-elle.

En 2025, de nombreuses actions de communication et d'informations sont d'ores et déjà programmées par la Banque de France en Vaucluse qui compte former et sensibiliser plus de 260 intervenants sociaux, une cinquantaine de professeurs, ainsi que près de 30 accompagnateurs d'entreprise. Des moments forts sont prévus comme la Semaine de l'éducation financière, dès ce mois de mars, du 17 au 23, avec l'EDES d'Orange ou encore la Semaine de l'illettrisme en septembre avec France Travail. Tout ces efforts devraient permettre à la courbe de surendettement de se stabiliser cette année dans le département, ou au mieux, de décélérer.

Endettement des ménages : avec +18% de

Ecrit par le 18 mai 2026

dossiers en 2023, le Vaucluse 5e département le plus pauvre de France



Au siège de la [Banque de France](#) (BDF), sur le site d'Agroparc à Avignon, la [Commission de Surendettement](#) s'est réunie ce mardi 20 février après-midi, en présence de [Christine Gord](#), directrice départementale de la BDF, de [Michel Laffitte](#), directeur départemental des [Finances Publiques](#) et de [Sébastien Maggi](#), Secrétaire général adjoint de la [Préfecture de Vaucluse](#) et de représentants d'associations.

1004 dossiers de surendettement ont été déposés l'an dernier (+18%), une tendance supérieure à celle de la Région Sud (+3%) et à celle de la France (+8%). Toutefois, modère Christine Gord : « Le niveau des dépôts reste inférieur de 21% à celui de 2019 (1264 dossiers), année de référence de la pandémie et le taux de dossier pour 100 000 habitants est plus faible dans le Vaucluse (217 dossiers) que pour la Région Sud (227) et l'Hexagone (226). »

En tout, cet endettement représente la somme de 32,8M€. Une répartition qui se partage entre 44% de dettes à la consommation (35% en 2022), 24% de dettes immobilières (contre 27%) et 32% de dettes de charges courants (contre 38%). Mais « 10 millions de dettes ont été effacés, partiellement ou totalement », ajoute Christine Gord, soit 27,4% du montant total (25,8% en PACA, 24,9% en France), donc 3/4 environ ont été remboursés. Et elle précise : « Il faut redonner une seconde chance aux

Ecrit par le 18 mai 2026

personnes qui ont de bas revenus, d'ailleurs la Banque de France a mis en place des services d'inclusion financière pour informer, orienter, aider, et accompagner les personnes qui sont les plus démunies. Ils sont composés des secteurs bancaire, associatif et institutionnel pour capter les préoccupations des ménages endettés et leur tendre la main. »

Le Vaucluse, 5e département français le plus pauvre

Dans une enquête de la Banque de France citée mardi, il ressort que le Vaucluse compte 561 953 habitants, que le montant médian de revenus est de 20 640€ par an (22 070€ dans la Région Sud et 22 400 en France), le taux de chômage le plus élevé : 9,3% (7,8% en PACA et 6,9% seulement en France) et le salaire horaire moyen en euro de 14,45 chez nous, 15,74€ dans la Région et 16,40€ dans l'hexagone.

Autre tendance de ce surendettement, il concerne 80% des personnes âgées de 25 à 64 ans, majoritairement des femmes (56%) et 21% des familles monoparentales dont la maman se débat pour élever seule ses enfants.

Un autre chiffre fait froid dans le dos : 19,5% des Vauclusiens vivent SOUS le seuil de pauvreté. Réalité qui fait réagir Sébastien Maggi : « Le Vaucluse est bel et bien le 5e département le plus pauvre de France, et Avignon cumule 33% de la pauvreté de tout le département. Malgré le festival, le Luberon, les magnifiques vignobles des Côtes du Rhône, il faut savoir que 2 nouveaux quartiers d'Avignon sont désormais éligibles comme prioritaires dans la politique de la ville, le Pont-des-deux-Eaux et les Broquetons-Sainte-Catherine à Montfavet. L'inflation aggrave la situation pour ceux qui avaient du mal à joindre les deux bouts. Ils doivent choisir entre payer leur loyer ou remplir leur caddie, aller chez le médecin ou se chauffer. Ils enchaînent des crédits pour rembourser leurs dettes ou survivre, c'est une course sans fin. »

Et le Secrétaire général adjoint de la Préfecture ajoute : « Une échéance peut peser de tout son poids sur des locataires de HLM comme sur des petits retraités victimes du coût de la vie, de l'explosion du prix de l'énergie, de l'alimentation. Certains ressentent un sentiment de honte quand les dettes s'accumulent et l'huissier frappe à la porte toutes les semaines. Et il faut savoir que la Commission de surendettement a un œil averti et bienveillant pour sortir les ménages et les familles monoparentales de ce carcan, pour qu'ils retrouvent des marges de manœuvre et un reste à vivre correct. Elle aide ceux qui sont empêtrés dans ces problèmes pour qu'ils paient leurs dettes et retrouvent une vie normale, sans souci du lendemain. D'ailleurs, 1/3 des dettes est apuré. »

Christine Gord, la Directrice départementale de la Banque de France a conclu en annonçant nombre d'actions prévues cette année : ateliers pour former les 231 assistantes sociales de Vaucluse, organiser des réunions avec les juges, participer à la Semaine de l'Education Financière sur les arnaques, organiser des sessions sur l'illettrisme et parler du SNU (Service National Universel) les 7 mars, 23 et 24 avril, et 4 et 5 juillet. En 2023, la Banque de France a accompagné 5,7 millions de personnes .

Ecrit par le 18 mai 2026



2e à droite : Sébastien Maggi ; 3e à droite : Christine Gord.